

Tous les pêcheurs sont furieux à cause des quotas de poisson dérisoires qui ont été attribués aux pêcheurs côtiers de l'est du Canada, alors que les pays étrangers s'en donnent à coeur joie des deux côtés de la zone de 200 milles.

Je voudrais que le ministre des Pêches et des Océans nous dise pourquoi son gouvernement a négocié il y a quelques semaines les quotas de l'an prochain, de 1992, dans la zone 3NO, qui fait pourtant l'objet du différend des deux côtés de la zone de 200 milles. Ces quotas sont de 6 000 tonnes de morue pour le Canada, de 7 200 tonnes pour les pays étrangers et de 1 600 tonnes pour l'URSS, tout cela dans la zone de 200 milles.

Pourquoi le gouvernement continue-t-il de provoquer la colère des pêcheurs en favorisant les flottes de pêche étrangères?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je ne peux pas et je ne veux pas engager un débat avec le député sur tous les points qu'il vient de soulever.

Des voix: Oh, oh!

M. Valcourt: Je rappelle à la Chambre, c'est-à-dire à ceux qui s'intéressent aux pêcheurs, que les représentants du ministère des Pêches et des Océans tiennent actuellement une rencontre avec les pêcheurs de Terre-Neuve pour tenter de trouver une solution au problème mentionné par le député.

M. George S. Baker (Gander—Grand Falls): Monsieur le Président, hier soir—et c'est un bon exemple de ce qui irrite vraiment les pêcheurs canadiens—, un autre navire canadien ayant à son bord six membres d'équipage a été arraisonné par un navire de guerre, le *Margaree*, un patrouilleur des pêches ayant à son bord 240 hommes d'équipage. Le capitaine canadien a été arrêté alors que son navire était entre deux bateaux de pêche à la seine espagnols. Les bateaux espagnols n'ont pas été inquiétés. Cela se passait dans la zone de 200 milles, et le navire canadien n'avait à son bord que 200 livres de morue utilisée comme appât.

Nos pêcheurs veulent savoir pourquoi des bateaux étrangers ne sont pas arraisonnés. Que faisaient donc ces navires? Ils n'étaient sûrement pas là pour permettre à leur équipage de se faire bronzer.

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Voilà un autre libéral qui parle d'expulsion.

Monsieur le Président, je viens tout juste de dire au député que des porte-parole du ministère des Pêches et

des Océans discutaient en ce moment même avec les pêcheurs de Terre-Neuve pour trouver une solution à leurs problèmes. Au lieu de toujours jeter de l'huile sur le feu, le député pourrait, pour une fois, faire des propositions constructives qui seraient susceptibles d'aider les pêcheurs au lieu de nous casser les oreilles.

* * *

L'IMMIGRATION

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Dernièrement, le ministre a indiqué au haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés qu'il fallait mieux protéger les réfugiés les plus nécessiteux comme les femmes et les enfants qui constituent la majorité des 18 millions de réfugiés et qui, dans certains cas, doivent être réinstallés dans des pays comme le Canada.

Or, depuis 1988, dans le cadre du programme fédéral «Femmes en détresse», programme auquel aucun plafond n'a été fixé, ce gouvernement n'a accueilli chaque année que 32 familles dirigées par des femmes.

• (1450)

Le ministre entend-il suivre sa propre recommandation en accueillant au moins 100 femmes en détresse cette année?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, j'espère que le député ne critique pas ici le Canada et le processus de reconnaissance du statut de réfugié mis en place par le gouvernement. Le Canada jouit, dans le monde entier, d'une réputation enviable. Nous faisons notre part en tant que gouvernement et en tant que pays.

J'ai rencontré dernièrement le représentant du Haut commissariat au Canada. Il n'a eu que des éloges pour la collaboration et la coopération que le Canada apporte au HCR. Nous allons continuer dans cette direction.

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, ma question ne portait pas sur le processus de reconnaissance au Canada, comme le ministre aimerait le penser, mais sur le programme outre-mer dans le cadre duquel le gouvernement a annoncé qu'il n'accueillera, cette année, que la moitié du petit nombre de réfugiés, 13 000, qu'il avait promis d'accueillir dans les quatre dernières années.